

Réforme des retraites : la CGT appelle à une journée d'action en septembre



Le leader de ce syndicat, Thierry Lepaon, a aussi réitéré son opposition à un allongement de la durée de cotisation, évoqué dimanche soir par le président François Hollande.

"Aujourd'hui, c'est la déception qui domine". Thierry Lepaon n'y va pas de main morte. Le leader de la CGT est écœuré par la politique menée par François Hollande. Et il cherche à le faire savoir. Principal reproche adressé au président de la République : le numéro un de la centrale syndicale estime que le gouvernement est de *"plus en plus sensible"* aux arguments du patronat. **C'est pourquoi il a annoncé ce lundi que son syndicat allait organiser quatre meetings et lancer une journée de mobilisation début septembre contre "une énième réforme des retraites"**. La date de cette journée d'action sera décidée *"en lien avec le calendrier parlementaire concernant les grands dossiers sociaux et notamment la réforme des retraites"*, a-t-il indiqué.

"Nous n'accepterons pas une nouvelle diminution de la rémunération du travail et de remise en cause des droits à la retraite par une énième réforme de notre système de retraite", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse. Au cours de celle-ci, Thierry Lepaon a aussi exposé les positions de la CGT alors qu'une conférence sociale se tiendra en fin de semaine. Le leader syndical a réitéré son opposition à un allongement de la durée de cotisation, évoqué dimanche soir sur M6 par le président François Hollande. **Dès lors, la CGT propose notamment un retour à l'âge légal à 60 ans et la constitution d'une maison commune de la retraite** pour créer **"une coordination entre les régimes de retraites"** et **"un socle de droits communs valables pour tous"**, a précisé Eric Aubin, secrétaire confédéral chargé de ce dossier.

La CGT demande aussi une *"réorientation"* des 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises. *"On est passé d'une politique d'aide aux entreprises qui en ont besoin à une politique de droit des entreprises à disposer de l'argent public"*, a accusé Thierry Lepaon. **Toutefois, le syndicaliste reconnaît quelques "points positifs" à l'action gouvernementale - notamment la création de la banque publique d'investissement.** Pas suffisant cependant. C'est pourquoi, Thierry Lepaon a souhaité que la mobilisation à la rentrée soit la *"plus unitaire possible"*.

Et pour y arriver, il a mis en avant des points de rassemblement entre son syndicat et les autres centrales. **Thierry Lepaon a décelé neuf "points de convergence" entre les positions de la CGT et celles des autres syndicats, dont la CFDT :** *"l'Europe sociale, l'égalité professionnelle, la qualité de vie au travail, la santé au travail, le refus de la baisse des pensions de retraites, la lutte anti-discrimination, le plan d'action pour l'emploi, les droits syndicaux, le droit de regard"* des représentants syndicaux.